

B. DANCEL

QUE SAVENT LES ÉLÈVES SUR LA GUERRE DE 1914-1918 QUAND ILS PASSENT LE CERTIFICAT D'ÉTUDES DANS LA SOMME ENTRE 1918 ET 1926 ?

Résumé : Cet article présente l'analyse de copies produites dans le cadre de l'épreuve d'histoire du certificat d'études passé dans la Somme dans les années vingt. A travers les réponses de 278 candidats et candidates âgés de 12 ans et plus à 6 questions ayant trait à la guerre de 1914-1918, il est possible de pointer une assimilation différenciée de l'histoire par les garçons et les filles et par les élèves des écoles de garçons, des écoles de filles, des écoles mixtes et de mettre en relief une histoire scolaire qui peut heurter une histoire vécue douloureusement dans ce département.

Mots-clefs : Certificat d'études - École primaire - Enseignement de l'histoire - Entre deux Guerres - Examen - Guerre de 1914-1918.

INTRODUCTION

Dans le cadre d'une thèse sur l'enseignement de l'histoire à l'École primaire de la III^e République¹, nous avons tenté de suivre le chemin qui va des instructions officielles aux élèves afin de cerner les pratiques des maîtres et les acquis de leurs élèves. Le défaut de copies, de travaux scolaires reste souvent l'obstacle qui empêche d'atteindre le terme du voyage dans l'histoire d'une discipline scolaire. Or, les hasards de la conservation dans les Archives départementales font que celles de la Somme possèdent, dans la série T, 4 058 copies d'histoire rédigées par les candidats et les candidates au certificat d'études primaires entre 1918 et 1926 dans ce département. Bien que

¹ - L'histoire de l'enseignement de l'histoire à l'école publique de la III^e République. Le ministre, le maître et l'élève dans les écoles primaires élémentaires de la Somme - 1880-1926, Paris V, juillet 1994.

présentant des lacunes, ce corpus offre une cohérence spatiale et temporelle ainsi qu'une conservation égale ou supérieure à 90 % pour les années 1923, 1924 et 1925 qui autorisent une étude des demandes de l'institution à travers les sujets d'examen² et des connaissances des élèves.

Avant d'aborder l'analyse des questions et des réponses des élèves, sans doute convient-il de préciser brièvement le cadre général de cet examen au moment de la production des copies et celui particulier de l'épreuve d'histoire. Dès sa création, par l'arrêté du 16 juin 1880 et dans la lettre du 27 septembre 1880 adressée aux recteurs, Jules FERRY rappelle que l'examen ne doit pas viser à extraire « *quelques jeunes gens d'élite se préparant à la carrière de l'enseignement* » ; le niveau exigible doit suivre celui « *des études réellement et quotidiennement faites* ». Or, dans la Somme, Claude CARPENTIER³ a montré que pour les années de notre corpus, le pourcentage moyen d'élèves présentés au certificat d'études par rapport à ceux en âge de le passer, s'établit à 47,3 %. Il faut donc convenir que notre analyse de ces copies d'examen porte sur des travaux rédigés par les *bons élèves* jugés aptes à subir, avec succès, l'ensemble des épreuves. Présentés à l'issue du cours moyen, ces élèves sélectionnés ont entre 12 et 14 ans révolus (voire plus) : en 1921, près de 37 % d'entre eux ont 12 ans ; en 1924, le pourcentage s'élève à 48 %⁴. Certes, les copies sont donc rédigées par de jeunes enfants mais déjà de *vieux élèves* habitués à répéter les leçons d'histoire de France depuis le cours élémentaire et entraînés avec ardeur par des révisions incessantes l'année de l'examen.

Interroger les élèves en histoire par écrit est une idée longue à se mettre en place. En 1880, l'histoire (et la géographie) est une discipline d'oral, avec la lecture, la grammaire et le calcul. Durant l'année scolaire 1890-1891, le ministère lance une consultation nationale à

²- Les sujets de certificat d'études donnent rarement lieu, à cette époque, à une publication soit dans des annales soit dans le *Bulletin départemental de l'enseignement primaire*.

³- CARPENTIER C., *Échec et réussite à l'école élémentaire dans le département de la Somme entre 1880 et 1955. Non valeurs scolaires et accès au certificat d'études : aspects sociaux et pédagogiques de ce qui ne fut pas une affaire d'état*, Thèse de l'Université de Paris V, 1991, tome I, p. 293.

⁴- cf. note supra p. 367.

travers les conférences pédagogiques sur le thème des modifications à apporter au certificat d'études. Parmi les problèmes soulevés, celui d'une éventuelle suppression de l'oral pose directement la question de l'histoire, seule discipline qui ne soit présente qu'à l'oral. En cas de disparition de l'oral, faut-il déplacer l'histoire vers l'écrit ? Cette question laisse les maîtres très partagés. Mais le Ministère tranche dans l'arrêté du 29 décembre 1891 : l'oral est maintenu, l'histoire reste donc une discipline d'oral ; mais elle peut également devenir l'objet d'un travail écrit dans le cadre de la rédaction d'« *un genre simple* » qui peut désormais, au choix de l'inspecteur d'académie, porter sur l'instruction morale ou civique, l'histoire, la géographie ou les sciences. Si cette épreuve conserve cette forme jusqu'en 1918, les maîtres, très rapidement, font état des difficultés rencontrées par les élèves dans cette nouvelle épreuve qui réclame, tout à la fois, la maîtrise de la langue et celle de connaissances spécifiques à une discipline scolaire. Dans la Somme la conservation, très lacunaire, de copies entre 1893 et 1918 montre que, hormis deux sujets à caractère historique datés de 1893, aucun des 42 sujets de rédaction conservés entre 1913 et 1917 ne concerne l'histoire. Sans doute la difficulté de l'épreuve jointe aux urgences de la guerre a-t-elle entraîné la disparition des sujets de rédaction à caractère historique. L'arrêté du 29 juillet 1917 et la circulaire du 9 mars 1918 entérinent les pratiques du terrain en rendant la rédaction à la description ou à la narration et en instaurant une épreuve écrite d'histoire (et de géographie) ou de sciences, au choix de l'inspecteur d'académie pour chaque centre d'examen qui a pour cadre le canton ; l'oral porte sur la discipline qui n'a pas été retenue à l'écrit. L'épreuve dure 40 minutes et porte sur le programme du cours moyen fixé par la circulaire du 4 février 1894 : L'histoire de France de 1610 à nos jours. Cette dernière expression qui marque le terme du programme permet d'inclure, sans texte ministériel explicite, la Grande Guerre. L'arrêté du 1er février 1924 et la circulaire du 10 avril 1924 modifient le statut « *Des disciplines secondaires* »⁵ : l'histoire reste à l'écrit toujours en concurrence avec les sciences, l'épreuve dure toujours 40 minutes mais le programme porte désormais sur les connaissances acquises aux cours élémentaire et moyen

⁵ - Expression utilisée par les maîtres d'Amiens Ville lors des conférences pédagogiques de l'année scolaire 1916-1917 qui traitent de la réforme du certificat d'études.

et, surtout, l'épreuve orale d'histoire-géographie ou de sciences disparaît. Ainsi, dans les centres où les sciences donnent lieu à un examen écrit, les compétences des élèves en histoire ne sont-elles plus évaluées.

A ces conditions évidemment similaires à celles de l'ensemble des départements français, il faut ajouter, pour les années concernées par notre corpus, la situation très particulière de la Somme. En effet, les années de guerre ont perturbé gravement et durablement le service scolaire, les conditions d'enseignement et les sessions d'examen. Rappelons que dès l'année scolaire 1914-1915, sur les 1 258 écoles primaires de la Somme, seules 827 fonctionnent dans leurs locaux et assurent un service régulier⁶. Durant l'année scolaire 1915-1916, la circonscription de Péronne, une partie de celle d'Amiens Nord et de Montdidier sont occupées, rendant le service scolaire impossible à assurer. Les enfants de ces zones occupées de l'Est du département entrent alors dans la longue période des « *grandes vacances 14/18* »⁷, tandis que ceux de l'Ouest du département fréquentent l'école avec un manque d'assiduité qui désespère les inspecteurs primaires, préférant le contact avec les troupes britanniques et leurs exotiques et fascinants soldats coloniaux. En mars 1917, le département est libéré mais, dans la zone des lignes de batailles et à l'Est de ces lignes, c'est « *la destruction presque totale des communes, la ruine des écoles et l'absence presque complète de population scolaire* »⁸ rendant impossible toute réorganisation rapide du service scolaire. En 1918, le certificat d'études ne peut être organisé dans près de la moitié du département ; dans un canton, l'inspecteur primaire note sur le procès verbal de l'examen, le 17 juin 1918, que durant la session, « *les avions ennemis ont survolé Picquigny* ». Pour le certificat d'études, la situation retrouve la normale en 1920, tandis que pour la reconstruction des écoles et la reconstitution du matériel pédagogique, il faut attendre évi-

⁶- *Bulletin départemental*, n° 8, août 1915, p. 259, Rapport annuel de l'inspecteur d'académie.

⁷- Titre des mémoires de Jeanne LEBRUN, âgée de 11 ans en 1914 au moment de l'occupation d'une partie du département de l'Aisne. Plus tard, Jeanne Lebrun devient institutrice et publie, en 1993, ses mémoires pour un jeune public.

⁸- *Bulletin départemental*, n° 8, août 1917, p. 318. Rapport annuel de l'inspecteur d'académie.

demment plus longtemps : sur les 518 écoles des zones déclarées dévastées, 251 fonctionnent encore dans des baraquements durant l'année scolaire 1924-1925⁹.

1 - LES QUESTIONS SUR LA GUERRE DE 1914-1918

Copiés par les élèves le jour de l'examen, les sujets de certificat d'études permettent d'appréhender les connaissances et les compétences historiques exigibles d'un bon élève âgé de 12 ans et plus à l'issue de sa scolarité primaire. Soumis à l'approbation des inspecteurs primaires qui, à cette époque, visitent tous les ans, la quasi-totalité des écoles de leur circonscription, ces sujets reflètent également l'état de l'enseignement de l'histoire dans les classes du département.

Entre 1918 et 1926, la conservation des copies offre 78 sujets qui totalisent 196 questions¹⁰. Sur les 75 questions qui se réfèrent à la construction du territoire national, aux batailles, aux guerres, aux traités de paix qui l'agrandissent ou l'amenuisent, aux conquêtes et aux pertes de colonies qui élargissent ou réduisent son horizon, 32 renvoient de manière large à l'histoire douloureuse de l'Alsace acquise en 1648, perdue en 1871 et retrouvée en 1919. Sur ce total, 21 sont spécifiquement centrées sur la guerre de 1914-1918¹¹. Si l'histoire immédiate de la Grande Guerre fait l'objet de nombreuses questions, deux remarques s'imposent. D'une part, dès la session de juin 1919, le centre d'examen de Picquigny, avant même la signature du traité de Versailles, pose une question sur l'Alsace qui revient à la France : l'histoire scolaire devance l'actualité et l'histoire officielle. D'autre part, en 1925, année où le corpus est presque complet, seules quatre questions portent sur la guerre de 1914-1918. Faut-il voir, au fil des années, une désaffection pour ce type de questions, au fur et à mesure

⁹- *Bulletin départemental*, n° 6, août-septembre 1925, p. 205, Rapport annuel de l'inspecteur d'académie.

¹⁰- Nous avons transformé les questions qui posent plusieurs dates en autant de questions.

¹¹- Sur cette notion de territoire national, viennent très loin derrière, les questions sur les guerres de la Révolution et de l'Empire (15 questions), L'acquisition et la perte de colonies (8 questions), la guerre de Cent Ans (6 questions), divers (14 questions).

que l'euphorie de la victoire s'estompe, cédant la place à un travail de deuil pénible à faire dans une société et un corps enseignant meurtris qui aspirent à la paix ? Si la question peut être posée, l'état lacunaire du corpus ne permet pas d'y apporter de réponse ferme.

Les savoirs scolaires exigés sur la guerre de 1914-1918 vont d'une formulation vague :

« *Dites ce que vous savez sur la guerre de 1914-1918* »

à des demandes plus précises ayant trait aux alliés de la France, et plus particulièrement au rôle des Américains, à la Marne, à Verdun, et au traité de Versailles. Ce corpus de questions appelle deux remarques :

- Il est étonnant de constater que dans ce département tant touché par la guerre et où s'est déroulée la très meurtrière bataille de la Somme en 1916, une seule question demande de rappeler ces événements :

« *Quels sont les événements qui ont eu lieu dans notre département pendant la dernière guerre ?* »

(1924, circonscription d'Amiens Sud - centre de Picquigny)

L'explication tient sans doute dans un constat plus général : dans le corpus de sujets, seules trois questions renvoient à l'histoire locale en dépit des lointaines recommandations de Jules FERRY en 1882 et de la circulaire, plus récente, du 25 février 1911 qui incitent vigoureusement les maîtres à la pratiquer.

- Le savoir scolaire exigé fait de la guerre de 1914-1918 l'égale de n'importe quelle autre guerre de l'histoire de France, elle est réduite à des noms de bataille, au nom du traité qui la termine et au grain obtenu. Comment les élèves répondent-ils à ces demandes normées de l'École alors que le quotidien familial est marqué par le deuil, les souvenirs des soldats et les ruines qu'il faut relever ? Les leçons sur la Grande Guerre ont dû rencontrer les récits et les souvenirs des parents et des instituteurs ainsi que le propre vécu des enfants. Ces récits et ce vécu entrent-ils dans le discours des élèves ? Une circulaire ministérielle du 2 novembre 1920¹² demande de faire écrire les enfants des régions envahies pour « *raconter les choses*

¹²- *Bulletin départemental*, n° 8, novembre - décembre 1920, p. 379-380.

LES CONNAISSANCES DES ÉLÈVES SUR LA « GRANDE GUERRE »

qu'ils se souviennent avoir vues ou faites pendant l'occupation ennemie ». Ces devoirs doivent constituer « une petite histoire locale de la guerre racontée par les enfants ». La demande ministérielle a-t-elle été suivie d'effets ? Si oui, a-t-on utilisé ces devoirs comme outil pédagogique pour les élèves trop jeunes pendant la guerre pour avoir leurs propres souvenirs ? Les copies fourniront peut-être des éléments de réponse.

2 - UNE MÉTHODE POUR ANALYSER LES RÉPONSES DES ÉLÈVES

Sur le thème de la guerre de 1914-1918, nous avons traité 278 réponses de garçons et de filles rédigées dans 6 centres d'examen (151 garçons et 127 filles, 92 garçons issus de 28 écoles de garçons, 71 filles issues de 25 écoles de filles, 101 élèves issus de 46 écoles mixtes et une élève issue d'une école privée). Une analyse de contenus découpe les énoncés des élèves, en général assez brefs, en unités de signification simples et justes. La mesure du savoir des élèves sépare le noyau dur des connaissances des expansions. Quand un fragment d'énoncé est repéré par 50 % et plus des copies, il s'agit du noyau dur, tandis que les expansions regroupent les réussites entre 49 et 20 %.

Il faut toujours garder à l'esprit que ce travail permet de dresser les contours de l'histoire de la guerre de 1914-1918 maîtrisés uniquement par les bons élèves de l'école primaire. Si le pourcentage obtenu par Claude CARPENTIER est forcé légèrement à 50 %, le noyau dur ne mesure en fin de compte que les savoirs et les compétences d'un élève sur quatre et les expansions, ceux d'un élève sur dix. L'analyse des difficultés des élèves se fait sous trois angles :

- Le comptage des copies contenant une ou plusieurs erreurs ou présentant des énoncés trop vagues pour être jugés recevables.

- La mesure de la fréquence, de la nature et de degré des erreurs. Un premier classement sépare les erreurs sur les événements, les lieux et les personnages, celles sur la chronologie, et celles sur la maîtrise des notions ; un second classement mesure le degré de l'erreur selon la capacité de l'élève à identifier ou non le champ de la question. Quand l'objet de la question est cerné, l'erreur est qualifiée de mi-

B. DANCEL

neure ; dans le cas inverse, l'erreur devient majeure. Les erreurs de notion sont toujours majeures.

- Le relevé des naïvetés d'expression, de l'emploi d'un vocabulaire mal maîtrisé ou d'une chronologie particulièrement mise à mal.

Un double classement affine la mesure globale des acquis et des erreurs des élèves :

- selon le sexe. L'histoire de France est-elle mieux ou différemment apprise par les *garçons* et par les *filles* ?

- selon le type d'écoles publiques. Apprend-on la même histoire dans une *école de garçons*, une *école de filles*, une *école mixte* de campagne ?

Travailler sur les énoncés des élèves ne suffit pas pour analyser les savoirs scolaires, il faut également tenter une approche de la *correction* qui vise à mettre en relation la note et le noyau dur des connaissances nécessaires et suffisantes exigées des candidats. Il s'agit ainsi de retrouver, à travers de simples notes, les critères d'évaluation des correcteurs d'autrefois. Afin de tenir compte de légers décalages dans la correction, nous recherchons *les mots attendus* par les correcteurs dans les copies qui obtiennent entre 80 et 100 % des points accordés à la question, exceptées celles à 1 point pour lesquelles nous restons à 100 %. Ces copies constituent l'excellence scolaire en histoire. En affinant la recherche des mots attendus, il est possible de mettre en évidence les *erreurs non sanctionnées* qui n'entachent pas la validité globale de la réponse et les *connaissances non admises ou non gratifiées*. Pour cette approche nous procédons ainsi :

- un fragment d'énoncé non admis fait baisser la note d'une copie dont le reste de l'énoncé est, dans d'autres copies, gratifié d'une meilleure note.

- un fragment d'énoncé non gratifié ne fait pas augmenter la note d'une copie dont le reste de l'énoncé est, dans d'autres copies, sanctionné par la même note.

Sur les 32 questions qui se réfèrent à la guerre de 1914-1918 et au problème de l'Alsace, 6 ont été retenues pour soumettre les répon-

LES CONNAISSANCES DES ÉLÈVES SUR LA « GRANDE GUERRE »

ses des élèves à une analyse de contenu. Le choix a été guidé par deux préoccupations :

- analyser un ensemble de questions qui finissent par couvrir le thème en entier ;
- disposer pour ces questions des copies de garçons et de filles afin de cerner de manière équitable l'ensemble de la population scolaire qui fréquentent les écoles de garçons et les écoles de filles des petites villes et des gros bourgs de marché et les nombreuses écoles mixtes de village.

Ces critères de choix conduisent à la sélection des questions suivantes :

1. « *Quels ont été nos alliés pendant la guerre ? Citez ceux qui sont venus combattre chez nous et ceux qui ont lutté ailleurs contre l'ennemi commun* »
(Boves - 1924)
2. « *La Marne : ce mot vous rappelle de grands faits récents dites ce que vous savez.* »
(Combles - 1923)
3. « *1915* »
(Acheux - 1924)
4. « *Verdun* »
(Doullens - 1925)
5. « *Dites quels sont les avantages territoriaux que nous a donnés le traité de Versailles en 1919.* »
(Longueau - 1920)
6. « *Quand et comment l'Alsace a-t-elle été réunie au royaume de France ? Quand et comment l'avons-nous perdue ? Quand et comment l'avons-nous recouvrée ?* »
(Bray-sur-Somme - 1923)

Dans ces copies rédigées entre 1920 et 1925, que savent écrire des enfants sur une guerre que tous ont vécue, très jeunes certes pour ceux qui rédigent en 1925 ?

3 - LES RÉPONSES DES ÉLÈVES

3.1. Les alliés de la France

Bien que la question soit divisée en trois parties, plus de la moitié des élèves répondent à l'ensemble de la question. Nous ne trouvons ni copie blanche, ni copie sur le voisin ou sur la voisine. Sur la guerre de 1914-1918, aucun élève qui, en 1921, a eu entre 5 et 7 ans au moment de la déclaration de guerre ne peut se sentir perdu dans les méandres de la mémoire. Cependant, les scores descendent en dessous de la barre du noyau dur dès qu'il faut parler des combats hors de France : seuls Russes et Serbes parviennent à se placer dans les expansions. Pour l'ensemble des élèves, les alliés placés dans le noyau dur des connaissances sont, dans l'ordre décroissant : les Anglais, les Américains, les Italiens, les Russes et les Belges ; Serbes et Roumains se situent dans les expansions. Les alliés qui combattent en France sont avant tout, les Anglais et les Américains. Sur cette question, l'histoire scolaire rencontre le vécu des enfants, le discours des familles et les souvenirs des adultes correcteurs. Le temps n'a pas encore poli le discours scolaire qui se heurte encore à l'histoire vécue. Nous pouvons déceler les traces de cette distance entre histoire et mémoire différenciées des enfants et des adultes, à travers trois exemples :

- La très bonne place obtenue par les Anglais s'explique bien dans un département où la ligne de front et la bataille de la Somme en 1916 sont, essentiellement, supportées par les troupes britanniques et leurs troupes coloniales australiennes, canadiennes et indiennes.

- L'évocation des chinois (3 copies) rend un hommage furtif à ces troupes destinés aux travaux du front qui périront misérablement de la grippe espagnole dans le camp de Noyelles-sur-Mer près de Saint Valéry sur Somme en attendant leur retour en Chine.

- Si les enfants placent les Belges et les Serbes dans leur noyau dur des connaissances, les correcteurs attendent plutôt les Grecs et les Roumains gratifiés par une note supérieure. De même, ils apprécient que les réponses aux deuxième et troisième parties de la question soient étoffées aux dépens d'une liste moins longue en réponse à la dernière partie.

LES CONNAISSANCES DES ÉLÈVES SUR LA « GRANDE GUERRE »

En effet, les élèves citent un très grand nombre d'alliés justifiant à la fois le qualificatif de guerre mondiale et surtout le bon droit de la France ainsi largement reconnu dans le monde. Quelques élèves sont capables de citer le Monténégro, le Portugal entré en guerre en 1916 et le Brésil en 1917. Cependant, les élèves hésitent entre citer les pays ou les peuples alliés. Le Royaume Uni, par exemple, n'est jamais nommé : les élèves écrivent l'Angleterre, les Anglais mais aussi l'Écosse ou les Écossais. Parler des alliés en terme de peuples permet d'allonger la liste et d'évoquer les Australiens, les Canadiens, les Chinois, les Indiens, mais aussi les Algériens, les Annamites, les Marocains, les Tonkinois ou les Polonais sans faire explicitement référence à leur situation de peuples sous domination britannique, française ou russe. Les peuples colonisés d'Afrique sont regroupés sous l'appellation de « noirs » ou de « nègres ». Au total, ce sont 46 % des copies qui évoquent ces troupes mais, d'une part, une seule copie précise clairement : « *les indigènes de nos colonies* », et, d'autre part, les correcteurs restent indifférents à l'évocation de ces troupes.

La proximité des événements explique le caractère implicite des réponses qui répond à celui de la question : les élèves ne jugent pas utile ni de préciser de quelle guerre il s'agit, ni de rappeler contre qui elle est menée, ni d'expliquer le sens du mot allié. De connivence avec les élèves, les correcteurs n'attendent pas ces précisions.

Garçons et filles n'ont pas la même mémoire des alliés : les garçons sont plus sensibles que les filles à l'arrivée des Américains et aux combats hors de France des Russes et d'autres peuples européens tels les Serbes, les Belges, les Roumains, les Italiens. Les filles semblent très marquées par la présence des troupes coloniales. Les garçons des écoles de garçons fournissent des énoncés plus complets que les filles des écoles de filles où la difficulté à citer des alliés semble plus grande ; elles oublient même de placer les Anglais parmi les alliés qui combattent en France, ce qui est un comble dans la Somme ; elles répugnent à citer les Russes comme allié et comme peuple combattant sur son propre sol : la Russie d'après 1917 ferait-elle peur aux institutrices ? Il reste que sur cette question, le clivage le plus net est celui garçons/filles. La vision mondiale de la guerre est bien due aux garçons des écoles de garçons et des écoles mixtes tandis que les sou-

venirs vécus et/ou racontés à propos des troupes coloniales marquent la mémoire des filles.

Soixante et onze % des copies font des erreurs dans l'énumération des alliés. Ce pourcentage peut paraître élevé à propos de cette question d'histoire immédiate. Mais la volonté d'allonger la liste pour démontrer le juste combat de la France conduit à des erreurs.

Sur 57 erreurs recensées, 46 touchent aux alliés et 10 à la confusion entre « *combattre chez nous* » et « *combattre entre nous* » expliquant sans doute le placement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans la liste des alliés. Au total, cependant, 70 % des erreurs restent mineures comme celle de placer l'Espagne parmi les alliés alors que ce pays, après avoir hésité, décide de rester neutre. Cette erreur n'entraîne d'ailleurs pas de sanction de la part des correcteurs.

3.2. Les batailles de la Marne

Dans le précédent paquet de copies produites en 1921, nous sentions le léger frémissement d'un discours personnel, diversifié et quelque peu indépendant du discours scolaire. Ici, quatre ans après le traité de Versailles, nous trouvons un discours plus sec et incomplet.

A nouveau peu d'élèves prennent soin d'explicitier l'intitulé de la question (« *faits récents* ») sans que les correcteurs s'en émeuvent. Mais, il reste étonnant de constater que seuls 59 % des élèves font la liaison entre la Marne et une bataille contre les Allemands. Un élève sur deux a en tête la bataille de septembre 1914 dont il retient qu'elle a sauvé la France, très peu sont capables d'y ajouter celle de juillet 1918. La date précise de ces deux batailles n'est que rarement fournie correctement par les élèves et elle n'est pas attendue par les correcteurs. En revanche, ces derniers souhaitent lire les noms des généraux : Joffre pour 1914 et Foch pour 1918. Leur espoir est très nettement déçu : à peine le quart des élèves peut citer le premier, le second tombant franchement dans les oubliettes des mémoires enfantines. Le rappel de l'action de Gallieni en 1914 incite les correcteurs à passer outre le défaut de connaissances sur 1918. Mais l'insistance sur le grand nombre de soldats tués (5 copies sur 46) ne saurait compenser l'oubli de l'un ou l'autre des chefs militaires des deux batailles.

Dans leurs réponses, les élèves écrivent que la Marne en 1914 sauve la France. Mais seuls les garçons des écoles de garçons rappel-

LES CONNAISSANCES DES ÉLÈVES SUR LA « GRANDE GUERRE »

lent les circonstances de la première bataille (proximité des Allemands de Paris), l'action de Joffre, l'aide de Galliéni et l'existence d'une seconde bataille sans que, toutefois, ces connaissances atteignent le noyau dur. Les filles, grâce aux écoles de filles, évitent le désastre complet : un peu plus d'une sur deux soit qu'il y a eu une bataille de la Marne, mais ensuite, leurs connaissances (victoire de la France, Joffre, Galliéni) tombent dans les expansions. Elles ignorent pour l'immense majorité d'entre elles, l'existence d'une seconde bataille. Les élèves des écoles mixtes s'illustrent par l'extrême minceur de leurs savoirs (bataille contre les Allemands et victoire qui sauve la France).

Arrêtons-nous sur l'emploi de termes qui renvoient à la diffusion d'une histoire patriotique. Ou bien ce type de discours n'a pas été tenu par les maîtres, ou bien les élèves ne l'ont pas retenu, mais force est de constater que les qualificatifs tels que : « *la Marne nom suprême* », ou « *brillante victoire* » ou « *défense héroïque* » et que l'emploi du « *nous* » patriotique n'atteignent jamais le noyau dur. Seuls les garçons des écoles de garçons sont les plus empressés à le faire : les instituteurs seraient-ils encore sensibles aux sirènes patriotiques ? Cependant, si le discours scolaire garde des accents patriotiques d'avant-guerre, l'heure n'est plus, à l'école, de qualifier les Allemands de « *Boches* ». Un seul élève, un garçon, se risque à utiliser ce terme dans sa copie :

« *les Boches étaient ivres, ils marchaient avec une bouteille de vin d'un côté et une grenade de l'autre.* »

Le correcteur ferme les yeux sur cette affirmation.

Par rapport au paquet de copie précédent, le taux des réponses erronées est plus faible (54 %). Mais enfin il indique que plus de la moitié des élèves ne peuvent pas produire un énoncé juste sur les batailles de la Marne, les filles et les élèves des écoles mixtes étant particulièrement peu brillants.

Sur le total des 29 erreurs, les plus fréquentes renvoient à la confusion entre la Marne et Verdun associée à Pétain (8 copies sur 46). Peut-être est-il osé de sentir dans ces 8 copies le début d'un mouvement de fond qui résumera la Grande Guerre à l'épisode de Verdun et qui haussera Pétain au dessus de tous les chefs militaires ?

B. DANCEL

Les enfants qui passent le certificat d'études en 1923 ont 13 ans en moyenne, ils en auront 30 en 1940...

3.3. L'année 1915

Aucun noyau dur de connaissances ne se dégage sur cette année de guerre traitée très rapidement dans les manuels scolaires. Tout juste deux élèves sur dix pensent à placer cette date dans la guerre de 1914-1918 ou parviennent à lui trouver une signification (entrée en guerre de l'Italie, guerre des tranchées, offensive en Champagne, en Artois et en Argonne). Les correcteurs adaptent leurs ambitions à ce vide de connaissances : ils finissent par se contenter de « *Grande Guerre* » ou de « *guerre contre l'Allemagne* » et pourquoi pas de « *Verdun* ».

Dans ce paquet de copies, ce sont les filles des écoles de filles qui parviennent à extraire de leur mémoire des énoncés un peu plus précis que ceux des garçons qui, eux, se souviennent surtout que la France lutte contre l'Allemagne. Encore une fois, les élèves des écoles mixtes présentent de piètres résultats. Près de six copies sur dix sont erronées ; seules les filles des écoles de filles obtiennent des résultats honorables. Ne sachant plus la signification de cette date, les élèves, tout naturellement, la rattachent à des événements plus connus : 10 copies évoquent la Marne, faute que les correcteurs sanctionnent ; 8 copies parlent de Verdun ; 1 copie renvoie à l'arrivée des Américains. Certaines confusions montrent le désarroi des élèves ; elles viennent toutes d'élèves issus des écoles mixtes, alourdissant le constat de la faiblesse de leurs connaissances :

1915 : Philippe Auguste ou bataille de Crécy ou Bazaine enfermé dans Metz.

ou encore : exposition universelle ou déclaration de guerre de l'Allemagne...

Si nous ajoutons aux 7 copies qui ne parviennent pas à associer 1915 à la guerre de 1914-1918, les 5 copies blanches, c'est environ un bon élève sur quatre qui, 6 ans après le traité de Versailles, échoue sur cette date. Ne disposant sans doute pas de bases mémorisées solides sur cette date, les élèves semblent perdus, ils ne pensent pas (et ils n'ont pas appris) à utiliser une stratégie de contournement de leur

ignorance par un travail de déduction qui, au moins, leur aurait fait placer 1915 dans la guerre de 1914-1918.

3.4. La bataille de Verdun

Si nous utilisons les réponses à cette question pour explorer les connaissances des élèves sur la guerre de 1914-1918, c'est qu'ils l'interprètent dans ce sens pour 60 % d'entre eux. Mais il s'agit d'un malentendu aussi bien en 1925 qu'en 1994 : nous avons réagi comme les élèves d'hier. Comment en 1925 ne pas penser que Verdun ne renvoie pas à la Grande Guerre ? Or il est évident que la question n'a pas été posée dans ce sens : les cinq noms de bataille posés dans la question sont présentés dans l'ordre chronologique :

VERDUN :	Traité de 843 qui marque la naissance du royaume de France après le partage de l'Empire de Charlemagne.
LENS :	Victoire de Condé en 1648 qui conduit l'Autriche à signer le Traité de Westphalie par lequel la France acquiert l'Alsace.
DENAIN :	Victoire de Villars en 1712 qui conduit l'Espagne à signer le traité d'Utrecht.
VALMY :	Victoire de 1792.
IENA :	Victoire de 1806.

Les correcteurs tiennent compte de l'ambiguïté de la question et ils gratifient de la même manière les réponses qui font référence soit à 843 soit à 1916. Nous ne savons pas s'ils auraient accepté 1559, Traité de Cateau-Cambrésis qui confirme la possession de Verdun ainsi que celle de Metz et de Toul car les quatre élèves qui le font donnent également soit 843, soit 1916. Quand les élèves se réfèrent à la guerre de 1914-1918, ce sont les garçons, et particulièrement ceux des écoles de garçons qui le font le plus volontiers tandis que les filles, moins sensibles aux faits militaires et sans doute plus studieuses dans les révisions du début du programme, préfèrent 843. Une fois Verdun replacé dans la guerre, les connaissances s'amenuisent. Mais il est vrai que la forme de la question, similaire à celle des séries de dates, entraîne des réponses lapidaires qui ne peuvent pas fournir un grand nombre de noyaux durs. Seuls les garçons et surtout ceux des écoles

B. DANCEL

de garçons rappellent la difficulté des combats durant ce siège où finalement les Allemands sont battus. Une seule copie fait un récit saisissant de Verdun :

« Verdun me rappelle la terrible bataille en 1918. Les soldats étaient excédés de fatigue, ils ne tombaient pas car ils étaient tués sur place et il s'était formé un mont et lorsqu'ils étaient tués ils restaient debout portant toujours le fusil (sic) »

(copie de garçon d'école de garçon, élève reçu au CEP, mention B)

Ces connaissances suffisent aux correcteurs qui n'attendent ni l'année précise de la « terrible » bataille qui n'est fournie que par trois élèves, ni le nom des généraux (Pétain, Castelnau, Nivelle) associés à la résistance de Verdun. Seuls trois élèves citent Pétain, dont deux garçons issus d'écoles de garçons.

Les erreurs sur Verdun sont toutes des erreurs de date mais 85 % d'entre-elles restent mineures puisqu'elles situent bien Verdun entre 1914 et 1918.

Sur les grands combats de la guerre de 1914-1918, les connaissances des élèves sont réduites et surtout elles font rarement référence à leur violence. Nous avons cherché si, dans des réponses à une question portant sur la Somme, il est possible d'obtenir des réponses plus sensibles à l'horreur meurtrière et destructrice de la guerre. Dérogeant à nos critères de sélection des copies, seules des copies de filles sont analysées puisque cette année-là, en 1924, à Picquigny les garçons composent en sciences. Le sujet retenu est le suivant :

« Quels sont les événements qui ont eu lieu dans votre département pendant la dernière guerre ».

Sur 54 élèves, une sur cinq ne sait pas ce qui s'est passé dans la Somme et cache son ignorance en évoquant la Marne, Verdun, le traité de Versailles et le retour de l'Alsace-Lorraine dans le territoire français ou en écrivant simplement que c'est la guerre de 1914-1918. Le seul noyau dur de connaissances tient dans la précision que les Allemands sont présents dans la Somme (57 % des copies) ; aucune élève n'écrit « Boches » mais deux parlent encore de « Prussiens ».

Parmi les lieux particulièrement touchés par les combats, les élèves citent, dans les expansions uniquement, quatre villes : Amiens frôle le noyau dur à 48 % ; puis viennent loin derrière Péronne (26 %

des copies), Albert et Moreuil (chacune 20 % des copies). Cette logique de classement ne correspond pas à celle de la durée et de la dureté des combats et de l'ampleur des ruines subies par ces villes. Tandis qu'Amiens, après l'avancée allemande de septembre 1914 se trouve hors de la ligne de front durant le reste de la guerre, les trois autres villes situées à l'Est d'Amiens restent sous le feu ennemi durant quatre ans. Mais les élèves habitent à une vingtaine de kilomètres à l'Ouest d'Amiens et la logique des souvenirs étayés par les leçons s'appuient sans doute sur la proximité du danger et sur le statut d'Amiens de chef-lieu du département.

Les deux événements d'ampleur nationale vécus dans la Somme, la bataille de la Somme en juillet 1916 et l'organisation du commandement unique à Doullens en mars 1918, ne figurent que dans 13 % des copies pour le premier et 26 % pour le second. L'extrême faiblesse des connaissances sur la bataille de la Somme qui a fait 900 000 morts dans les deux camps, laisse le lecteur moderne perplexe mais, jointe aux seules sept copies (13 %) qui évoquent le rôle des Anglais, elle traduit, six ans après l'armistice, un reclassement qui s'opère dans la conscience nationale : Verdun tenue par les Français passe devant la Somme largement défendue par les Anglais. Pour les deux événements, l'étroitesse des scores s'explique aussi par la difficulté des candidates à faire le lien entre deux histoires : l'histoire nationale et l'histoire locale. C'est pourquoi cette question d'histoire locale reçoit des réponses éparpillées (14 villes ou villages sont citées) qui font appel plus au vécu familial qu'au savoir scolaire. Les événements d'ampleur nationale sont sans doute sus mais les élèves ne parviennent pas à mobiliser ces connaissances qui ne rentrent pas dans le cadre étroit du département.

Le second fragment de connaissances qui se rapproche de la limite inférieure du noyau dur fait passer le souffle d'un vécu douloureux : 43 % des copies emploient les expressions suivantes : villes « bombardées », « saccagées », « détruites », cathédrale « démolie », population « massacrée », « évacuée », « bataille qui fait mourir beaucoup d'hommes », « abris sous terre creusés par les Allemands ». Ainsi dans des questions d'histoire locale, les élèves s'autorisent-elles à fournir un discours moins normé, plus sensible que dans des questions d'histoire nationale : les copies sur la Marne, 1915 et

B. DANCEL

Verdun n'offrent que deux exemples de référence explicite aux tranchées et à la violence des combats.

Comme pour les grandes batailles de la Marne ou de Verdun, le nom des chefs militaires ou civils ne retient pas l'attention des élèves : à peine deux candidates sur 10 citent Clémenceau et une sur 10 Foch. L'explication tient sans doute au fait qu'ils sont rangés dans le cadre de l'histoire nationale, mais aussi parce que les effets catastrophiques de la guerre (une élève précise que la ville d'Albert n'est pas encore reconstruite en 1924) finit par estomper les traits des héros.

3. 5. Le traité de Versailles

Sur cette question, les candidats composent en 1920, donc un an après l'événement et aucune erreur ne vient entacher les réponses. Tous les élèves sans hésitation savent que le traité de Versailles donne l'Alsace et la Lorraine à la France. Mais ce retour des provinces perdues ne suffit pas à satisfaire les correcteurs qui attendent des connaissances plus larges : occupation de la rive gauche du Rhin ou cession de colonies allemandes en Afrique que seuls les garçons sont capables de citer (sur 37 garçons, 18 dans le premier cas et 5 dans le second), qu'ils soient issus d'écoles de garçons ou d'écoles mixtes ; tout comme ils tiennent à préciser fortement que le traité met face à face la France et l'Allemagne d'ailleurs plus souvent citée.

Pour répondre à cette question, les élèves peuvent opter pour deux énonciations : l'une belliqueuse (« *L'Allemagne rend* » ou « *La France reprend* ») qui suppose un vaincu humilié et un vainqueur vindicatif, et l'autre neutre ou plus pacifiste (« *les avantages sont* » ou « *le traité de Versailles donne* ») qui s'abrite soit derrière l'énoncé de la question soit derrière le bon droit reconnu dans les négociations de paix. Majoritairement, les élèves adoptent la seconde énonciation appréciée des correcteurs qui ne gratifient ni une formulation patriotique trop marquée ni l'évocation de la perte de l'Alsace et de la Lorraine en 1871. La page douloureuse de l'histoire de France est tournée, le bon droit a triomphé et il faut désormais reconstruire la paix avec un ancien ennemi devenu respectable dans la défaite.

3.6 L'histoire tragique de l'Alsace

Avant d'examiner les connaissances des élèves, il convient de faire deux remarques :

- Cette trilogie doloriste des malheurs d'une province gagnée en 1648, perdue en 1871 et retrouvée en 1919 ne doit pas surprendre les élèves qui ont dû subir de fréquentes révisions diachroniques sur ce thème. Cependant, elle suscite des difficultés. D'une part le sens du verbe recouvrer, s'il est bien compris par les 7 élèves (sur 43) qui le transforment en « reconquérir », « avoir », « regagner », « redevenir française » est moins connu par d'autres, moins nombreux, qui hésitent dans sa conjugaison :

« nous l'avons recouvert »

« nous l'avons découverte »

« nous l'avons recouverte »

D'autre part, si les élèves associent l'Alsace à une histoire en trois temps, ils ne jugent pas toujours bon de la relater dans l'ordre chronologique et une élève, prenant un mauvais départ, ne sait plus comment la mener correctement :

« L'alsace a été réunie à la France en 1870 par le traité de Francfort.

Nous avons perdue l'Alsace sous...

Nous l'avons recouverte en 1914 par le traité de Versailles (sic) »

(copie de fille d'école mixte - élève reçue au CEP - mention AB)

Seuls 7 élèves parviennent à donner une réponse qui conjugue justesse des réponses aux trois questions et ordre chronologique correct.

- Sur cette question sensible, nous sentons un léger patriotisme dans les copies à travers la transformation par les élèves des termes de l'énoncé de la question. A la place de « réunie », « perdue », « recouverte », les candidats et les candidates emploient les verbes ou les expressions suivantes :

- pour 1648 : « gagnée » ou « La France gagne »

- pour 1871 : « L'Allemagne prend l'Alsace » ou

« L'Allemagne nous oblige à donner l'Alsace »

- pour 1919 : « regagner » ou « L'Allemagne rend » ou « nous obligeâmes l'Allemagne à nous donner l'Alsace ».

Si nous ajoutons l'insistance à répéter l'Allemagne ou la Prusse (y compris en 1648 à la place de l'Autriche) et la formulation de souhait tel : « *nous espérons la garder tout le temps* », nous percevons en 1923 les feux d'un ressentiment que la paix de Versailles n'a pas éteints. Cet accent patriotique touche en définitive 4 copies sur 10, plus les garçons que les filles et plus les élèves des écoles spéciales aux garçons et aux filles que ceux des écoles mixtes. Ces remarques ne vont pas dans le sens de celles formulées à propos du paquet de copies précédent produites plus tôt, en 1920. Mais le lieu de l'examen apporte sans doute une explication. En 1920 l'examen se déroule à Longueau, près d'Amiens, en arrière du front, tandis qu'à Bray-sur-Somme située sur la ligne de front, la vie quotidienne rappelle à chaque instant, encore en 1923, la douleur de l'occupation allemande, l'ampleur des misères de guerre et des dégâts matériels.

Les élèves placent les trois traités (Westphalie, Francfort, Versailles) dans le noyau dur mais leur mémoire devient défaillante pour la date de 1648, plus assurée (mais tout juste à 50 % pour 1871 et franchement décevante (44 %) pour 1919. Qu'importe, les correcteurs semblent peu sensibles aux dates précises et ils préfèrent de courtes explications sur les guerres dont l'issue a entraîné le gain ou la perte de l'Alsace. Ils ferment les yeux sur le hors sujet qui déborde sur la Lorraine et son acquisition au XVIII^e siècle, sur l'indemnité de 5 milliards qui alourdit la perte de l'Alsace en 1871 et sur le droit d'exploiter les mines de la Sarre obtenu en 1919. Les garçons offrent sur 1648, 1871 et 1919 un noyau dur réduit à la date et au nom du traité. La mémoire des filles fait défaut sur les trois dates mais elles sont capables de donner, dans les expansions, plus de détails ou de précisions que les garçons. Les garçons des écoles de garçons et les filles des écoles de filles reflètent, à quelques unités près, les résultats de l'ensemble des garçons et des filles. Dans ce paquet de copies, les élèves des écoles mixtes ne se distinguent pas, comme dans d'autres centres d'examen, par la faiblesse de leurs résultats.

Le large spectre chronologique couvert par la question explique le taux très élevé des copies erronées (91 %). Les erreurs tiennent à la difficulté de retrouver le nom correct du traité de 1648 tant sont nombreux les traités de paix qui ponctuent l'histoire de France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Le traité de Francfort associé à la guerre de

LES CONNAISSANCES DES ÉLÈVES SUR LA « GRANDE GUERRE »

1870 conduit les élèves à donner la même date aux deux événements. Fréquente aussi est l'attribution de la perte de l'Alsace à Napoléon III dont on fait durer le règne jusqu'en 1871, traduisant ainsi moins une ignorance qu'un discours scolaire sur la responsabilité de l'empereur. Il est plus difficile d'admettre qu'en 1923, les élèves associent traité de Versailles et 1918 ; mais plus qu'une erreur de date, cette faute renvoie au sens commun qui relie étroitement armistice et retour de l'Alsace : une copie illustre cet amalgame en donnant la date du 11 novembre 1919 pour le traité de Versailles. Et que dire des 3 copies qui font osciller la durée de la guerre entre 2 et 5 ans ?

4. Un bilan

Le noyau dur des connaissances tient dans les cinq propositions suivantes :

- les alliés de la France sont les Anglais, les Américains, les Italiens, les Russes, les Belges. Ceux qui combattent en France sont les Anglais et les Américains.
- la Marne est une bataille contre les Allemands, c'est une victoire qui sauve la France.
- en 1915, c'est la guerre de 1914-1918.
- Verdun est une bataille pendant la guerre de 1914-1918.
- l'Alsace a été réunie à la France au traité de Westphalie. Elle est perdue en 1871 au traité de Francfort. Le traité de Versailles, à la fin de la guerre de 1914-1918 rend l'Alsace à la France.

De la Grande Guerre, les *garçons* ont une *vision plus mondiale, plus patriotique que les filles*. Ils évoquent plus souvent qu'elles, dans les expansions uniquement, la dureté des combats et leurs connaissances sont plus étoffées sur la Marne et sur Verdun. Les filles montrent, en général, un noyau dur de connaissances plus limité qui peut être imputable soit à un intérêt moindre pour ce genre de sujet, soit dans les écoles de filles à l'influence des institutrices moins sensibles que leurs collègues masculins aux élans patriotiques et aux accents guerriers. Sur la guerre de 1914-1918, les élèves des écoles mixtes parviennent à des résultats sensiblement équivalents à ceux des élèves des écoles de garçons ou de filles, sauf pour 1915 où ils sont indi-

B. DANCEL

gents. Nous ne pouvons plus les montrer du doigt comme dans les deux autres thèmes étudiés dans notre travail¹³. Le clivage semble ici bien se faire entre garçons et filles. Dans ces copies de bons élèves, une réponse sur deux est entachée d'une ou plusieurs erreurs, aussi bien chez les garçons que chez les filles :

nombre d'élèves ayant composé sur la guerre de 1914-1918		
TOTAL	= 278	
garçons	= 151	
filles	= 127	

nombre de copies contenant des erreurs		
TOTAL	= 141	51 %
garçons	= 76	50 %
filles	= 65	51 %

Les élèves des écoles de filles écrivent moins d'erreurs que les garçons des écoles de garçons. Si nous avons noté plus haut des compétences à peu près égales entre les élèves des différents types d'écoles, la capacité à se tromper des élèves des écoles mixtes retrouve des scores peu honorables :

nombre d'élèves ayant composé sur la guerre de 1914-1918 :	
TOTAL	= 277 ¹⁴
élèves des écoles de garçons	= 102
élèves des écoles de filles	= 68
élèves des écoles mixtes	= 107

nombre de copies contenant des erreurs :		
TOTAL	= 140	51 %
élèves des écoles de garçons	= 47	42 %
élèves des écoles de filles	= 26	38 %
élèves des écoles mixtes	= 67	63 %

Sur les 192 erreurs recensées, 115 touchent aux lieux, aux personnages ou aux événements (60 %), 62 aux dates (32 %) et 15 aux

¹³- La Révolution française, les institutions républicaines.

¹⁴- Une élève dans le corpus vient d'une école privée.

LES CONNAISSANCES DES ÉLÈVES SUR LA « GRANDE GUERRE »

notions (8 %) ; 99 d'entre elles restent mineures (51,5 %) et 93 majeures (48,5 %)

Dans ce corpus, *l'excellence scolaire* en histoire est atteinte par 35 % des élèves, surtout par les garçons des écoles de garçons :

TOTAL	= 97	35 %
garçons	= 62	41 %
filles	= 35	28 %
élèves des écoles de garçons	= 44	48 %
élèves des écoles de filles	= 18	25 %
élèves des écoles mixtes	= 34	34 %

Pour les filles, une corrélation s'établit entre la minceur de leurs connaissances et leur difficulté à entrer dans l'excellence scolaire. Au total, près de *quatre bons élèves sur dix* satisfont les correcteurs et donc l'institution scolaire sur ces questions ayant trait à la Grande-Guerre. Qu'ont-ils appris de cette histoire vécue si douloureusement dans la Somme ? le discours scolaire réussit à gommer toutes les brûlures, toutes les souffrances au profit de la satisfaction du devoir accompli par la reconquête de l'Alsace-Lorraine. Comment ces enfants ont-ils vécu la confrontation entre cette norme scolaire qui fait de la guerre de 1914-1918 l'équivalent d'une autre guerre de l'histoire de France réduite à quelques noms de batailles, de généraux, au traité qui la termine, au gain obtenu, et un vécu familial et quotidien marqué souvent par le deuil et les souvenirs des soldats ? L'attachement des Français à la paix dans les années trente, qui leur a été tant reproché par la suite, pourrait-il s'alimenter du conflit entre ces deux discours ?

Brigitte DANCEL
IUFM de Picardie

Abstract : This article presents the analysis of copies produced during the history test of the « certificat d'études » taken in the Somme department in the twenties. Through the responses of 278 male and female candidates, aged from 12 years old upwards, to 6 questions related to the war 14-18, it is possible to note a differentiated assimilation of history by boys and by girls and between scholars of boys' schools, of girls' schools and of mixed schools and to bring out the confrontation between history taught and history painfully experienced in this department.

Key-words : - « certificat d'études » - primary school - history teaching - period between the two wars - examination - war 1914-1918.

LES CONNAISSANCES DES ÉLÈVES SUR LA « GRANDE GUERRE »

ANNEXE 2

7/17/16
DÉPARTEMENT DE LA SOMME

CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES
Centre de BOVES

Composition en Histoire et Géographie

10
15
20
Boves Jean

1. Dites et quelles dates et dans quelles conditions la République a, différentes reprises, déclaré la guerre.

2. Quels ont été nos alliés pendant la guerre. Citez ceux qui sont venus combattre chez nous et ceux qui ont lutté ailleurs contre l'ennemi commun.

3. Parlez des principales richesses de l'Alsace et de la Lorraine.

4. Citez les principaux cours d'eau du département. Parlez de ceux qui se trouvent dans votre région.

2p.
1. La 1^{re} République a duré de 1792 à 1804. La deuxième de 1814 à 1852 et la 3^e de 1870, et elle n'est pas encore finie.

2. Les alliés de la France pendant la guerre sont : l'Angleterre, l'Italie, la Belgique, les États-Unis, la Russie. Ceux qui sont venus combattre chez nous sont : les Anglais, les Italiens, les Américains. Ceux qui ailleurs sont : les Russes, les Belges, les Italiens, les Russes.

3. Les principales richesses de la Lorraine et de l'Alsace sont : les vins, la potasse, les vins d'Alsace.

4. Les principaux cours d'eau du département de la Somme sont : la Somme qui prend source dans l'Artois, l'Avre, la Selle, le Scardon de diem, la Maye. Ceux qui se trouvent dans notre région sont : la Selle qui fait marcher les usines de Salency et l'Avre qui est gravée de la Moye qui passe à Boves.

1. 2/4
2p. 1/4

Coller. *De Georges Lomble*

DÉPARTEMENT DE LA SOMME
Journal
CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES

Composition en Histoire et géographie

1^{re} Qui a bâti le château de Versailles ? quels événements se sont passés à Versailles ?

1^{re}
C'est le roi Louis XIV qui a fait bâtir le château de Versailles. Ce fut à la fin de la guerre de 70 et de 14 que nous signâmes ce traité. En 1670 par le traité de Versailles nous perdîmes la Belgique et la Lorraine et en 1714 nous reprîmes aux allemands l'alsace et la Lorraine.

2^e
La Marne : ce mot nous rappelle de grands faits récents, tels que ceux que vous en savez.

2^e
La Marne ce mot suprême me rappelle la grande défaite des allemands en 1915 et en 1916 et l'autre encore une grande défaite des allemands le 1^{er} juillet 1918.

3^e
Quels sont les principaux cours d'eau qui naissent dans le massif central ? où vont-ils se jeter ?

3^e
Les fleuves qui prennent leurs sources dans le massif central sont : la Loire qui se jette dans l'océan atlantique ainsi

DÉPARTEMENT DE LA SOMME

CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES

Composition en Histoire et géographie

1° a-t-elle été réunie à la France
 Quand et comment l'avons nous perdue
 Quand et comment l'avons nous reconquise

2° Alsace a été réunie à la France par le
 traité de Westphalie en 1648. Nous l'avons perdue
 par le traité de Paris en 1871 et nous
 l'avons reconquise par le traité de Versailles
 en 1918.

3° Quelles sont nos colonies perdues sous Louis XV
 Comment les avons nous perdues?

1° Les colonies sont perdues sous Louis XV sont
 2° Les Indes et le Canada. Louis XV lève une
 armée anglaise contre les colonies des Indes et la seule
 colonie du Canada que Champlain avait découverte.

4° Que savez-vous sur l'Algérie française.
 L'Algérie est une de nos plus belles colonies elle
 fut rendue française à la suite de la conquête
 d'Algérie contre le dey qui avait donné trois
 coups d'épée à notre consul. L'Algérie
 est divisée en trois départements qui sont Alg.
 Oran et Constantine sa capitale est Alg.
 L'Algérie est bordée à l'est par la Tunisie
 à l'ouest par le Maroc. Les villes principales
 sont Alger Oran Mostaganem Blida Bougie
 Philippeville etc. L'Algérie n'a pas
 de grande fleuve ses principaux fleuves sont
 des torrents les plus importants est le Chélif.